



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

novembre-décembre 2019

La transition dure jusqu'à l'année prochaine !

L'Autriche ne formera pas son nouveau gouvernement de coalition avant Noël. Le parti conservateur ÖVP, en la personne de Sebastian Kurz, semble néanmoins vouloir mettre la pression sur les Verts (die Grünen), en annonçant un gouvernement pour début janvier, alors que le chef de file des Verts, Werner Kogler appelle à la patience et à poursuivre les négociations en dehors des caméras. Très peu d'informations ont filtré jusqu'à présent sur les pourparlers, même si les sujets les plus difficiles ont bien été identifiés : la politique climatique/ environnementale notamment son volet fiscal, les sujets sociaux et la politique migratoire. A ce titre, la suspension de l'interdiction du glyphosate prévue au 1^{er} janvier par la Chancelière Bierlein pour vice de procédure (cf. Agriculture) est une déception pour les écologistes et une épine dans le pied pour les négociateurs. D'autres décisions, émanant de la Cour constitutionnelle cette fois (remise en cause de plusieurs lois votées par l'ancienne coalition restreignant les aides sociales des étrangers ou mettant en place des mesures de surveillance jugées disproportionnées (cf. Questions sociales) devraient permettre de tourner la page sur les mesures les plus controversées du gouvernement précédent.

Sur le front économique, l'année s'achève avec des performances raisonnables pour le pays alpin, compte tenu du contexte international. Les différents instituts tablaient en cette fin décembre sur une croissance comprise entre 1,6 % et 1,7 % et sur un excédent budgétaire de 0,6 % en 2019. 2020 sera plus difficile, la Banque centrale OeNB et l'institut de conjoncture Wifo ayant revu dernièrement à la baisse leurs prévisions (respectivement 1,1 % et 1,2 %). Selon le Wifo toujours, 2020 devrait encore se solder par un léger excédent budgétaire (0,3 % puis 0,4 % en 2021) malgré les mesures votées par le parlement en juillet et septembre derniers (notamment la revalorisation des retraites et des aides pour les personnes dépendantes).

Le service économique vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année !

Frohe Weihnachten und einen guten Rutsch ins neue Jahr!



Situation économique et financière	3
□ Evolution des indicateurs et prévisions	3
• Examen de l'Autriche par l'OCDE : une croissance restant solide mais des réformes structurelles qui tardent à se matérialiser	3
• L'Etat prévoit d'augmenter légèrement ses émissions d'emprunts, possibilité pour l'Etat d'émettre des Panda Bonds	3
• La Carinthie affiche la plus forte croissance parmi les länder	3
• Année record pour les « grandes faillites » en 2019	4
• Les Autrichiens sont plus favorables à l'euro que la moyenne européenne	4
□ Echanges	4
• Les véhicules automobiles restent le produit phare des exportations de la France vers l'Autriche	4
Politique économique et sociale	5
□ L'emploi	5
• Revalorisations salariales : vers +2,8 % en 2020	5
□ Questions sociales	5
• Les dépenses de protection sociale en 2018 : 112 Mrd EUR soit 29,1 % du PIB	5
• Dépendance : L'impact sur les finances publiques pourrait atteindre 3,8 % en 2070	6
• Réforme de l'aide sociale rejetée par la Cour Constitutionnelle	6
Questions sectorielles	7
□ Services financiers	7
• Le secteur bancaire confirme sa bonne santé	7
□ Energie et environnement	7
• La consommation énergétique recule au niveau de 2016	7
□ Transports	7
• Le Parlement a voté l'exemption de certains tronçons autoroutiers du droit de vignette	7
□ Industrie	8
• Infineon met en œuvre son projet d'investissement en Autriche	8
□ Tourisme	8
• Arrivées, nuitées et chiffre d'affaires record pour le tourisme d'été	8
□ Agriculture	8
• L'interdiction d'usage du glyphosate n'entrera pas en vigueur le 1 ^{er} janvier 2020	8
• L'Autriche : championne d'Europe dans l'artificialisation des sols	9
Relations bilatérales	9
• C-Quadrat a repris la totalité du capital de Asset Management France	9
Annexe	10

[Haut du document](#)



Situation économique et financière

Evolution des indicateurs et prévisions

Examen de l'Autriche par l'OCDE : une croissance restant solide mais des réformes structurelles qui tardent à se matérialiser

En novembre, l'OCDE publiait ses conclusions et recommandations dans le cadre de l'examen biennal. L'OCDE prévoyait une croissance de 1,4 % en 2019 puis de 1,3 % en 2020. L'Autriche se trouve notamment impactée par la décélération des marchés allemands et italiens, ainsi que par les incertitudes commerciales sur le marché international. L'OCDE a réitéré ses recommandations concernant la soutenabilité du système de pension, celle de la santé, en particulier du fait du coût élevé du milieu hospitalier et le financement de la dépendance. Les Autrichiens partiraient encore trop tôt en retraite : En 2018, 61,5 ans pour les hommes (âge légal : 65 ans) et 59,4 ans pour les femmes (âge légal : 60 ans), même si l'alignement est prévu pour 2033. Par ailleurs, l'Autriche n'a pas réussi à faire baisser le taux des prélèvements obligatoires qui reste haut (42,8 % PIB en 2018). Afin d'assurer le financement des entreprises, le développement du capital-risque doit être accéléré, notamment en faveur des investissements dans la digitalisation, la recherche et le développement. Pour maintenir le niveau élevé de ses standards sociaux, la république alpine doit engager sans tarder les réformes nécessaires, notamment dans le secteur de l'éducation afin de garantir une égalité des chances et de profiter du vivier des réfugiés qui pourraient permettre à l'Autriche de faire face à la pénurie de main d'œuvre. L'OCDE a également relevé la faible progression de la productivité en repli par rapport aux années 1990-2000.

L'Etat prévoit d'augmenter légèrement ses émissions d'emprunts, possibilité pour l'Etat d'émettre des Panda Bonds

L'agence de financement de l'Etat (OeBFA, *Oesterreichische Bundesfinanzierungsagentur*) prévoit pour 2020 d'emprunter entre 31 et 34 Mrd EUR, après avoir levé le montant de 31,3 Mrd EUR en 2019 (contre 30 à 33 Mrd EUR initialement prévus). Cette augmentation s'explique par l'annonce en octobre d'un déficit à hauteur de 0,1 % du PIB par le ministre des Finances. Un calendrier des émissions obligataires a été établi, les enchères auront lieu une fois par mois. A la fin du mois de novembre, la dette de l'Etat s'est élevée à 206 Mrd EUR pourvue d'un taux d'intérêt effectif de 2,03 %. Le rendement des obligations de l'Etat sont actuellement en territoire négatif jusqu'à une échéance de 12 ans.

En octobre 2019, les autorités chinoises ont donné leur aval à l'Agence de financement de l'Etat autrichienne pour émettre des titres de dette libellés en renminbi, dits Panda Bonds. Cette décision intervient après la signature en avril 2019 d'un « *memorandum of understanding* » entre l'OeBFA et l'*Industrial and Commercial Bank of China* ICBC. Ainsi les investisseurs chinois auront le droit d'investir dans les obligations de l'Etat autrichien. Le directeur de l'OeBFA souligne qu'aucune émission en renminbi n'est prévue pour 2020.

La Carinthie affiche la plus forte croissance parmi les länder

En 2018, la croissance du produit régional brut (PRB) des länder se situe entre 3,8 % en Carinthie (après 4,5 % en 2018) et 1,3 % au Burgenland. L'institut *Statistik Austria* explique la première position de la Carinthie par le dynamisme du secteur productif en hausse de 8,7 %. Pourtant, cette belle performance n'a eu que des effets limités sur la croissance de l'emploi, la Carinthie occupant la dernière place dans le domaine de la création d'emplois avec +1,1 % (+3 000 employés) parmi les länder et Vienne arrivant en



tête de liste avec +2,2 % soit +23 600 emplois, notamment dans le secteur de services et dans le BTP. Le land avec le PNB par habitant le plus élevé (52 400 EUR) est Salzbourg suivi par Vienne (51 000 EUR), la moyenne autrichienne s'élevant à 43 600 EUR. Le Burgenland affiche le PRB par habitant le plus bas de 30 700 EUR.

Année record pour les « grandes faillites » en 2019

Selon l'agence d'évaluation du crédit *Kreditschutzverband 1870 (KSV)*, le nombre des faillites des entreprises a stagné (+0,8 %) en 2019 à environ 5 000 tandis que le nombre des salariés impactés a diminué de 10,5 % à 17 000 personnes. Les dettes des entreprises en faillite étaient également en baisse de 18,4 % à 1,7 Mrd EUR, même si on dénombrait 30 « grandes » faillites, totalisant des dettes dépassant 10 MEUR. S'agissant des faillites personnelles, leur nombre est en recul de 5,2 %. Au niveau européen, est entrée en vigueur en juillet 2019 la directive européenne sur la restructuration et l'insolvabilité censée être transposée en droit national en juillet 2021. A ces fins, une commission de réforme a été créée au sein du ministère de la justice autrichienne.

Les Autrichiens sont plus favorables à l'euro que la moyenne européenne

Les deux tiers des Autrichiens jugent que la monnaie unique est une bonne chose contre 65 % de moyenne dans la zone euro, et seulement 17 % pensent que la monnaie unique est une mauvaise chose, contre 26 % en moyenne zone euro. Tel est le résultat du baromètre annuel de la Commission européenne publié en octobre 2019. Les Autrichiens attribueraient à l'euro une valeur intégratrice, puisque 37 % des sondés sont d'avis que l'euro leur permet de se sentir plus européens, contre 28 % dans le reste de la zone euro. La monnaie unique aurait facilité la vie des entreprises (90 %), la comparabilité des prix (89 %), les voyages (67 %) et aurait réduit les coûts bancaires dus aux conversions de monnaie (49 %) de façon plus importante en Autriche que dans les autres pays de la zone euro. Les autres indicateurs comme la facilité de paiement en liquide (96 % pour les billets et 80 % pour les pièces) ou la suppression des pièces de 1 et 2 centimes (63 %) sont assez proche de la moyenne des autres pays sondés.

Echanges

Les véhicules automobiles restent le produit phare des exportations de la France vers l'Autriche

Selon les Douanes françaises, la France a exporté vers l'Autriche des marchandises à hauteur de 3 Mrd EUR au cours des neuf premiers mois 2019, inchangé par rapport à la période janvier-septembre 2018. Avec 477 MEUR, les matériels de transport se placent en premier rang des produits exportés par la France vers l'Autriche, dont 285 MEUR pour les véhicules automobiles (+1 %) et 94 MEUR pour les composants et accessoires (-1,3 %). Les exportations des préparations pharmaceutiques affichent la plus forte hausse avec 16,7 % pour atteindre 233 MEUR. Les importations en provenance de l'Autriche progressent de 2,7 % à 4,5 Mrd EUR. Notre déficit se détériore de 131 MEUR pour atteindre -1,5 Mrd EUR. On note un solde positif de 163 MEUR pour les textiles, habillement, cuir et chaussures, de 91 MEUR pour les matériels de transport et de 79 MEUR pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques.

S'agissant du commerce extérieur global de l'Autriche, les exportations du pays alpin sont en hausse de 2,8 % pour atteindre 114,78 Mrd EUR pour les neuf premiers mois 2019. Les importations progressent de 3,1 % à 119,07 Mrd EUR ce qui donne un déficit de 4,28 Mrd EUR contre 3,79 Mrd EUR pour les neuf premiers mois de l'année précédente.



Politique économique et sociale

L'emploi

Revalorisations salariales : vers +2,8 % en 2020

Dans le sillage des secteurs de la métallurgie et de la sidérurgie dans lesquels les salaires augmenteront de 2,5 % en moyenne dès le 1^{er} janvier 2020, les salaires dans le secteur du commerce des métaux, regroupant autant les plombiers/installateurs que l'électrotechnique ou la mécanique automobile (110 000 salariés concernés), évolueront dans les mêmes proportions et le salaire de base sera porté en deux étapes en 2021 à 2 000 EUR bruts mensuels (1 941,24 EUR en 2020). Les négociations salariales se sont poursuivies dans d'autres secteurs. Dans ce contexte, la Fonction publique verra les émoluments augmenter de 2,3 % en moyenne, avec un minimum de 50 EUR bruts mensuels et une revalorisation de 3,05 % pour les bas échelons. Le coût budgétaire de la hausse est estimé à 320 MEUR. Pour leur part, les 15 000 chauffeurs de bus et d'autocars du privé profiteront dès le 1^{er} janvier d'une hausse salariale de 2,3 %. Le transport routier qui emploie près de 50 000 conducteurs rehaussera les salaires de 2,5 %. Le même taux sera également appliqué aux salaires des employés du commerce de détail.

Selon une enquête de l'agence de conseil Mercer, en moyenne, toutes branches confondues, les salaires augmenteront en 2020 de 2,8 %, soit 0,9 point au-dessus de l'inflation retenue pour les négociations (1,9 %). En comparaison européenne, après correction de la hausse des prix, l'Autriche se situe sous la moyenne de l'Europe occidentale (IT = +1,5 % ; ES et CH = +1,4 % ; DE = +1,3 % ; FR = +1,2 % ; UK et NL = +1,1 %).

Questions sociales

Les dépenses de protection sociale en 2018 : 112 Mrd EUR soit 29,1 % du PIB

Pour l'institut autrichien de la Statistique, l'Autriche a, grâce à la bonne conjoncture, pu contenir ses dépenses liées à la protection sociale en 2018 qui ont certes augmenté en volume (112 Mrd EUR ; +3 %) par rapport à 2017 (108,7 Mrd EUR), mais, exprimées en points de PIB, ont baissé de 0,3 point à 29,1 % du PIB (France = 33,5 %). Pour rappel, en 2015, le pays alpin consacrait 29,9 % de son PIB à la protection sociale. Les dépenses en 2018 ont été supportées à hauteur de 54,9 % par les comptes de la sécurité sociale, pour 20,7 % par l'Etat fédéral. Les régions (Länder) supportent avec une part de 19,2 % presque autant que l'Etat quand la part des communes se limite à 5,3 %. En termes de prestations sociales, avec 44,5 %, la vieillesse, notamment les pensions, représente le plus gros poste des dépenses sociales, suivie de la santé/maladie avec 26,2 %. Les prestations liées à la famille et les enfants atteignent 9,5 % du total.

Concernant les ressources de la protection sociale, il convient de remarquer que la part des cotisations patronales a baissé de 2,8 points entre 1990 (39,4 %) et 2018 (36,2 %) quand la part des assurés sociaux, par le biais notamment des cotisations sociales, est passée de 24,9 % à 26,9 % pendant la période sous revue. Ce sont notamment la part des cotisations des indépendants (+1,1 % point) et celle des retraités (+0,6 point) qui ont principalement porté cette hausse. Les finances publiques ont assuré en 2018 35,5 % du financement (34,7 % en 1990).

L'institut européen de la statistique Eurostat a publié fin novembre le classement européen des dépenses de protection sociale en 2017 (en ppa) : l'Autriche y avait alors dépensé 29,4 % de son PIB, se classant ainsi à la 5^{ème} position. Premier pays européen dans ce classement, La France avait consacré 34,1 % de son PIB, suivie du Danemark (32,2 %), de la Finlande (30,6 %) et de l'Allemagne (29,7 %). La moyenne de l'UE se situait en 2017 à 27,9 %. Toutefois, le classement des dépenses sociales par habitant montre que le



Luxembourg était en tête du classement avec 14 901 EUR/hab., suivi du Danemark (11 743 EUR/hab.) et de l'Allemagne (11 263 EUR/hab.). L'Autriche se classait 5^{ème} avec 10 966 EUR/hab., juste devant la France (10 917 EUR/hab.).

Dépendance : L'impact sur les finances publiques pourrait atteindre 3,8 % en 2070

Pour assurer l'aide à la perte d'autonomie des personnes en Autriche dans l'avenir, l'Autriche, comme de nombreux pays européens, ne pourra passer outre une réforme en profondeur du financement de la dépendance. En 2018, les services à la personne liés à la perte d'autonomie ont coûté plus de 3,9 Mrd EUR et, à en croire les dernières projections du *Fiskalrat* (équivalent du Haut Conseil pour les Finances publiques), la tendance devrait se poursuivre : alors qu'en 2016, ces dépenses ne représentaient que 1,9 % du PIB, elles pourraient atteindre 3,8 % en 2070. En 2018, près de 153 500 personnes ont fait appel à l'aide à domicile alors que 95 100 personnes profitaient de soins stationnaires (EPHAD, établissements spécialisés,...). Les personnes âgées de 75 ans et plus représentent selon le type de soins entre 75 et 80 % des patients concernés. Entre 2013 et 2018, le nombre de personnes ayant recours aux soins à domicile a augmenté de 13 %, celui des personnes en soins stationnaires de 19 %. Du côté du financement, 59 % des 3,9 Mrd EUR dépensés en 2018 provenaient des collectivités territoriales (Länder et communes) au travers des aides sociales distribuées (minimum social) et 36 % ont été financés par les patients à travers leur retraite ou l'allocation de perte d'autonomie perçue. Les services à domicile ne représentent que 16 % des dépenses alors 80 % ont été versés au titre des soins stationnaires ou ambulatoires.

Réforme de l'aide sociale rejetée par la Cour Constitutionnelle

Dans un souci d'endiguer le « tourisme social » et de restaurer une préférence nationale, l'ancien gouvernement du Chancelier Sebastian Kurz (conservateur, ÖVP), composé de conservateurs et de la droite populiste (FPÖ) avait fait voter une loi-cadre (voir notre veille de juin 2019) imposant aux Länder une harmonisation des règles d'attribution et des montants de l'aide sociale (*Sozialhilfe Neu*). La loi-cadre, visant implicitement les réfugiés, prévoyait entre autres d'attribuer de plein droit 65 % de l'aide, les 35 % restants étant conditionnés à une pratique de l'allemand au niveau B1 ou de l'anglais au niveau C1. Saisie par 21 députés sociaux-démocrates, la Cour Constitutionnelle vient de rejeter en partie certaines dispositions de la loi-cadre. Rejetant l'argument d'une ingérence dans les compétences des Länder, les juges ont reconnu à l'Etat fédéral le droit de fixer des règles communes mais ont rejeté la conditionnalité de l'obtention du montant intégral à des compétences linguistiques. La Cour y voit un caractère discriminatoire et ne reconnaît pas de lien avéré entre la pratique de la langue et l'intégration sur le marché du travail. L'autre disposition que la Cour a rejetée concerne le plafonnement de l'aide sociale minimale allouée au titre des enfants : la loi-cadre prévoyait que dans une famille percevant cet équivalent du RSA, le 1^{er} enfant ne pouvait ouvrir droit à plus de 25 % (soit 221,37 EUR) du taux plein, le second à 15 % (132,82 EUR) et les 3^{ème} et suivants ouvrant droit à seulement 5 % (44,27 EUR par enfant). Les juges ont estimé que ce plafonnement était infondé et se révélait discriminant envers les familles nombreuses. Il s'agit là du deuxième revers constitutionnel essuyé par l'ancien gouvernement ÖVP-FPÖ ; le premier rejet concernait les mesures de son paquet Sécurité (cheval de Troie fédéral et exploitation automatique de données de vidéosurveillance routière). Par ailleurs, le Parlement a voté début décembre une nouvelle loi permettant aux demandeurs d'asile de poursuivre une formation duale (apprentissage) débutée, alors que leur demande d'asile a été rejetée. Cette disposition avait également été abrogée par le gouvernement Kurz, mais contestée par les milieux d'affaires.

[Haut du document](#)



Questions sectorielles

Services financiers

Le secteur bancaire confirme sa bonne santé

Au premier semestre 2019, le résultat de l'ensemble du secteur bancaire autrichien a atteint 3,5 Mrd EUR. Selon la banque centrale d'Autriche *OeNB*, ce succès est notamment dû à la croissance des crédits immobiliers. Dans ce contexte, la banque centrale annonce vouloir surveiller attentivement le développement des prix immobiliers qui en moyenne auraient atteint le double de la valeur enregistrée en 2008 et demande aux banques de se préparer à un ralentissement de la croissance économique. De plus, après le stress test auquel les banques doivent se soumettre chaque année, l'*OeNB* voit la résilience des banques confirmée. Dans le scénario de l'*OeNB* qui simule un fort recul de l'économie européenne, le ratio de fonds propres CET1 des banques autrichiennes reculerait de 4,4 % pour atteindre 11,1 %. S'agissant des banques nationalisées, l'autorité des marchés financiers *FMA*, désignée comme autorité de résolution de la structure de défaillance de l'ancienne banque *Hypo Alpe-Adria*, *Heta Asset Resolution*, vient de décider d'un versement supplémentaire (le troisième) à hauteur de 2,05 Mrd EUR pour le mois de décembre ce qui porte le montant versé par anticipation aux créanciers à près de 9,9 Mrd EUR.

Energie et environnement

La consommation énergétique recule au niveau de 2016

Du bilan énergétique 2018, publié par le ministère de la Durabilité et du tourisme (BMNT), il ressort que la consommation énergétique a diminué de 1 % à 1 126 pétajoules (PJ) contre une augmentation de 1,8 % en 2017 et 2,8 % en 2016. Ce développement s'explique par le recul de l'énergie nécessaire pour le chauffage (-10 %). Ainsi la consommation des ménages a diminué de 7 % et celle du secteur des services de 4 %. La consommation de l'industrie par contre affiche une hausse de 1 % et celle du transport de 2 %, en raison notamment de la hausse du transport aérien de 12 %. S'agissant des sources d'énergie, on note une stagnation pour les produits pétroliers et l'énergie électrique. Affichent un recul le charbon (-3 %), le gaz (-1 %), le chauffage urbain (-6 %) et les énergies renouvelables (-5 %) dont le bois avec -9 % ce qui reflète les températures modérées en hiver.

Transports

Le Parlement a voté l'exemption de certains tronçons autoroutiers du droit de vignette

Le système de péage sur les autoroutes sous forme de vignette pour les véhicules d'un poids maximal autorisé inférieur à 3,5 tonnes a été introduit en Autriche en 1997. En 2018, l'entreprise publique *ASFINAG* qui gère le réseau autoroutier a perçu 502 MEUR de recettes au titre des vignettes, ressources dédiées à l'entretien du réseau. Les autorités des länder de Tyrol et Salzbourg déplorent pourtant le nombre de véhicules qui cherchent à contourner les péages en empruntant les routes nationales ce qui provoque des nuisances considérables pour les riverains. Afin de pallier cette situation (qui vise notamment les automobilistes allemands qui se rendent en vacances dans ces régions), le Parlement a voté en novembre avec les voix des partis conservateurs (ÖVP), de droite populiste (FPÖ), des Verts (die Grünen) et des libéraux (NEOS) un amendement à la loi sur les péages exemptant certains tronçons, notamment frontaliers, du droit de vignette. Les sociaux-démocrates du SPÖ s'y sont opposés et ont proposé d'élargir le péage sur les routes nationales. Les Verts, quant à eux, considèrent cette mesure comme transitoire, prônant une



solution au niveau européen en fonction du kilométrage. Cette mesure est un signe d'apaisement vis-à-vis de la Bavière qui conteste les mesures de restrictions à la circulation mises en place par les Länder frontaliers (Tyrol et Salzbourg).

Industrie

Infineon met en œuvre son projet d'investissement en Autriche

Le groupe allemand Infineon Technologies (semi-conducteurs) avait annoncé en mai 2018 qu'il investirait 1,6 Mrd EUR sur six ans pour la construction d'une nouvelle usine sur le site de Villach, dans le sud de l'Autriche, créant ainsi 400 nouveaux emplois, la production devant débuter en 2021. L'usine pourrait générer 1,8 Mrd EUR de ventes annuelles. Ainsi au cours de l'exercice 2018/19 qui s'est terminé au 30 septembre, les investissements d'Infineon Österreich ont atteint 308 MEUR, le nombre d'employés augmentant de 10 % à plus de 4 600 personnes. Les dépenses R&D ont atteint 525 MEUR soit 17 % du chiffre d'affaires.

Tourisme

Arrivées, nuitées et chiffre d'affaires record pour le tourisme d'été

Le tourisme en Autriche se porte bien et affiche des chiffres records pour la saison estivale 2019 avec près de 79 millions de nuitées comptabilisées et un total de 25,6 millions de visiteurs dont 17,2 millions d'étrangers (et 8,4 millions d'Autrichiens). Il s'agit pour cette période de mai à octobre d'une augmentation respective de 2,8 % et 3,5 %. Même si l'Allemagne reste le principal marché émetteur de touristes, le nombre de visiteurs allemands dans le total des visiteurs internationaux a sensiblement baissé passant d'environ 51 % en 1991 à un peu plus de 37 % aujourd'hui. La prospection de nouveaux marchés notamment ceux d'Europe Centrale et de l'Est mais surtout d'Asie ont permis une meilleure diversification et répartition des flux de touristes étrangers en Autriche et ses régions. On note également une durée moyenne des séjours plus courte au profit des week-ends prolongés et une demande accrue pour des hébergements de catégorie supérieure de type 4 et 5 étoiles. Le nombre record d'arrivées d'hôtes et de nuitées cet été a également permis aux entreprises touristiques autrichiennes d'enregistrer un revenu record : Selon le Wifo, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,1 % en glissement annuel pour atteindre 14 Mrd EUR. La plus forte croissance du chiffre d'affaires a été enregistrée à Vienne avec +6,4 % dans le sillage de la poursuite du boom du tourisme urbain en Europe (© *Atout France Austria & Central Europe*).

Agriculture

L'interdiction d'usage du glyphosate n'entrera pas en vigueur le 1^{er} janvier 2020

En raison d'un vice de forme dans la procédure de notification, incriminé par la Commission européenne (COM), la loi interdisant l'utilisation générale du glyphosate sur le territoire fédéral n'entrera pas en vigueur dès le 1^{er} janvier 2020. En effet, la loi votée le 2 juillet a été notifiée à la Commission après son adoption et sa publication au JO autrichien. La COM a donc réagi sur la forme, dénonçant le non-respect de la réglementation européenne relative aux notifications, évoquant le délai trop contraint pour se prononcer sur le fond mais n'excluant pas l'ouverture d'une procédure contre l'Autriche. Tirant les enseignements de cette réaction, la Chancelière Brigitte Bierlein a préféré ne pas promulguer la loi. Une nouvelle proposition de résolution a été déposée par les sociaux-démocrates le 11 décembre en vue d'une interdiction courant 2020 et adoptée en session plénière par tous les partis sauf les conservateurs de l'ÖVP. Il appartient donc



maintenant au gouvernement de déposer un projet de loi en ce sens et de le notifier à la COM dans les délais. Il convient de remarquer que le parti des Verts, actuellement en négociation avec les conservateurs pour la constitution d'un nouveau gouvernement politique, n'a pas commenté la décision de la chancelière. La chambre fédérale d'agriculture met déjà le gouvernement en garde : en cas d'interdiction, les exploitants agricoles pourraient entamer des procédures juridiques et réclamer de l'Etat fédéral des compensations financières.

L'Autriche : championne d'Europe dans l'artificialisation des sols

A l'occasion de la Journée mondiale des sols, le 5 décembre, alors que le changement climatique met chaque année à plus rude épreuve les exploitants agricoles et que la lutte contre un dérèglement est devenue une priorité pour l'Union européenne et ses états-membres, l'assureur des risques agricoles, *Hagelversicherungen AG*, la Chambre fédérale d'Agriculture, la Faculté des sciences de la terre et l'institut pour la protection de l'environnement mettent en garde contre l'artificialisation des sols face notamment à l'étalement urbain. Selon eux, l'Autriche est championne d'Europe, grâce à ses centres commerciaux (1,67 m² par habitant) et l'ensemble de son réseau routier (15m de rue/route par habitant). Chaque jour, ce sont donc l'équivalent de 20 terrains de football que perdent les terres agricoles. Au cours des 25 dernières années, plus de 150 000 hectares ont été ainsi perdus sous les masses de béton, bitume et autres matériaux. Outre pour la biodiversité et la production d'une alimentation saine, les organisations soulignent l'importance des terres agricoles en matière de stockage de CO₂ et d'eau.

[Haut du document](#)

Relations bilatérales

C-Quadrat a repris la totalité du capital de Asset Management France

En juillet 2018, la société d'investissement *C-Quadrat* avait repris le contrôle de 51 % de l'activité de gestion de portefeuille de la société française *Advenis Investment Managers*, renommée par la suite *C-Quadrat Asset Management France*. En septembre 2019, C-Quadrat a annoncé avoir repris les 49 % restants du capital de l'entité française. L'autorisation préalable de l'Autorité des marchés financiers ayant été obtenue, l'opération de cession a été finalisée en novembre 2019. Par ailleurs, le groupe chinois *HNA* vient de sortir du capital de C-Quadrat qui revient majoritairement dans les mains du management autrichien avec comme actionnaire minoritaire le groupe allemand *Jebsen* qui a son siège à Hong Kong.

[Haut du document](#)



Annexe

Forecast of key economic indicators

	International forecasters									Austrian forecasters								
	OECD			IMF			European Commission			OeNB				WIFO			IHS	
	November 2019			October 2019			November 2019			December 2019				December 2019			December 2019	
	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Key Results																		
Annual change in %																		
Real GDP	1,5	1,3	1,3	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,6	1,1	1,5	1,6	1,7	1,2	1,4	1,6	1,6	1,6
Real private consumption	1,3	1,6	1,6			1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,5	1,4	1,4
Real government consumption	0,1	0,2	0,9			0,9	1,3	1,1	0,1	1,1	1,0	1,0	0,6	0,9	0,6	0,5	1,0	1,0
Real gross fixed capital formation	2,9	1,7	1,5			2,9	1,2	1,1	2,9	1,0	1,3	1,5	3,1	1,6	1,7	2,9	0,7	1,8
Real exports	3,3	1,4	1,3	1,8	1,3	2,3	2,3	2,3	3,1	1,7	2,8	2,9	2,8	2,3	2,9	2,8	1,6	2,6
Real imports	3,4	2,0	1,5	1,2	1,1	2,6	2,3	2,0	3,4	1,8	2,4	2,5	3,2	2,4	2,8	3,1	1,4	2,4
Labour productivity **)	0,5	0,6	0,5			0,5	0,7	0,8	0,4	0,4	0,8	0,8	0,4	0,2	0,4	0,0	0,5	0,6
% of labour force																		
GDP deflator	1,6	1,4	1,4	1,6	1,8	1,9	1,7	1,7	1,8	1,6	1,5	1,7	1,8	1,8	1,6	1,7	1,6	1,7
HICP	1,6	1,5	1,4	1,5	1,9	1,5	1,6	1,6	1,5	1,4	1,5	1,6	1,4	1,5	1,6	1,5	1,5	1,7
Unit labor costs						2,3	1,3	1,1	2,4	1,7	1,2	1,5	2,4	2,0	1,6	2,7	2,2	2,3
Payroll employment	0,9	0,8	0,8	0,7	1,1	1,1	0,7	0,6	1,5	0,9	0,9	1,0	1,6	1,1	1,1	1,6	0,8	0,9
% of nominal GDP																		
Unemployment rate	4,6	4,5	4,6	5,1	5,0	4,6	4,6	4,6	4,6	4,7	4,8	4,7	4,6	4,7	4,7	4,6	4,8	4,8
Current account	1,4	0,7	0,6	1,6	1,8	2,2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,5	2,9	1,9	1,8	1,7			
General government surplus/deficit	0,3	0,4	0,3	0,1	-0,2	0,4	0,2	0,4	0,5	0,2	0,2	0,6	0,6	0,3	0,4	0,5	0,2	0,4
Conditioning assumptions																		
Oil price in USD/barrel	63,4	60	60	61,8	57,9	63,3	57,4	56,1	63,8	59,6	57,4	56,8	64,0	60,0	58,0	64,6	62,0	59,0
Short-term interest rate in %	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,6	-0,4	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3
USD/EUR	1,12	1,11	1,11	1,12	1,12	1,12	1,11	1,11	1,12	1,1	1,1	1,1	1,12	1,11	1,11	1,12	1,11	1,11

Source: OECD, IMF, European Commission.

Source: OeNB, WIFO, IHS.

**) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

last update on 21.11.2019 16:54

last update by SE on 20.12.2019 10:38

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienna@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 20 décembre
Version originelle : Septembre 2013
Rédaction achevée le 19 décembre 2019